



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture
Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Action Départementale
Bureau des Installations Classées

ARRETE PREFECTORAL

**relatif à l'ouverture d'une enquête publique
portant sur la demande d'autorisation présentée par la SOCIETE SEVIA
en vue d'exploiter une installation de traitement de déchets de pneumatiques usagés
sur la commune de VERN-SUR-SEICHE**

**LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE
PREFET D'ILLE-ET-VILAINE**

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le titre II du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement relatif à l'information et à la participation des citoyens ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur le Directeur Général de la SOCIETE SEVIA, dont le siège social est situé ZI du Petit Parc, Rue des Fontenelles - Voie C - 78920 ECQUEVILLY, en vue d'exploiter une installation de traitement de déchets de pneumatiques usagés située 5, route de Nouvoitou sur le territoire de la commune de VERN-SUR-SEICHE ;

VU la lettre de la Présidente du Tribunal Administratif de Rennes en date du 27 mai 2016, portant désignation du commissaire enquêteur titulaire et de son suppléant ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 25 juillet 2016 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRETE

Article 1er - Une enquête publique est ouverte sur le projet présenté par Monsieur le Directeur Général de la SOCIETE SEVIA, dont le siège social est situé ZI du Petit Parc, Rue des Fontenelles - Voie C - 78920 ECQUEVILLY, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de traitement de déchets de pneumatiques usagés située 5, route de Nouvoitou sur le territoire de la commune de VERN-SUR-SEICHE.

Cette demande fera ultérieurement l'objet d'une décision (autorisation assortie de prescriptions ou refus) prise par arrêté préfectoral, après établissement d'un rapport de l'inspecteur des installations classées et présentation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

Article 2 - Les pièces du dossier, qui comprend notamment une étude d'impact et un avis de l'autorité environnementale, seront déposées, du 5 septembre au 7 octobre 2016 inclus, à la mairie du lieu d'installation où le public pourra en prendre connaissance et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet aux heures d'ouverture, soit tous les matins du lundi au vendredi de 9h à 12h, les après-midis du lundi, mercredi, jeudi de 13h30 à 17h30, le mardi de 15h à 18h, le vendredi de 13h30 à 17h.

Le public pourra adresser toute correspondance relative à ce dossier au commissaire enquêteur à ladite mairie, par écrit.

Un avis au public sera affiché aux frais du demandeur, par les soins du maire, à la mairie et dans le voisinage de l'installation projetée, par les soins du pétitionnaire, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'accomplissement de cet affichage sera certifié par le maire et par l'exploitant, chacun en ce qui le concerne.

Les habitants de VERN-SUR-SEICHE, commune d'implantation du projet, seront prévenus par des avis apposés quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci qu'ils peuvent prendre connaissance du dossier et adresser leurs observations au commissaire enquêteur.

Les habitants de NOUVOITOU, NOYAL-CHATILLON-SUR-SEICHE et SAINT-ERBLON, communes concernées par le rayon d'affichage de 2 km, seront prévenus par des avis apposés quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci qu'ils peuvent prendre connaissance du dossier et adresser leurs observations au commissaire enquêteur, à la mairie du lieu d'installation du projet. Cet affichage sera certifié par le maire.

L'enquête sera également annoncée, quinze jours avant son ouverture soit avant le 20 août 2016, et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci, aux frais du pétitionnaire, dans les journaux « Ouest-France-35 » et « Les Petites Affiches de Bretagne ».

Par ailleurs, des informations relatives au dossier et à l'enquête (résumé non technique de l'étude d'impact, avis de l'autorité environnementale...) sont consultables sur le site Internet de la Préfecture à l'adresse suivante :

<http://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-Risque-naturel-et-technologiques/Installations-classees/Installations-classees-par-commune>

Article 3 - Madame Christiane PRIOUL, négociatrice, a été désignée par la présidente du Tribunal Administratif pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur titulaire. Elle a qualité pour recevoir les observations, propositions et contre-propositions qui pourraient être formulées pendant la durée de l'enquête sur le projet et sera présente, à cet effet, à la mairie du lieu de l'installation : lundi 5 septembre de 9h à 12h, mercredi 14 septembre de 9h à 12h, jeudi 22 septembre de 14h à 17h, mardi 27 septembre de 15h à 18h et vendredi 7 octobre 2016 de 14h à 17h.

En cas d'empêchement, Madame Christiane PRIOUL sera suppléée par Mme Fabienne BONDON, contrôleur de gestion, désignée à cet effet, qui exercera alors la fonction jusqu'au terme de la procédure d'enquête publique.

Article 4 – A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Dès réception du registre, le commissaire enquêteur rencontrera dans la huitaine le demandeur et lui communiquera sur place les observations écrites et orales, celles-ci consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de 15 jours ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur transmettra le dossier de l'enquête au Préfet avec son rapport et ses conclusions motivées (documents séparés) dans les 30 (trente) jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

Toute personne physique ou morale pourra prendre connaissance à la préfecture et à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, qui devront être tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 5 – La personne auprès de laquelle des informations peuvent être demandées sur le projet est Monsieur le Directeur Général de la SOCIETE SEVIA, ZI du Petit Parc, Rue des Fontenelles - Voie C - 78920 ECQUEVILLY.

Article 6 – M. le Secrétaire Général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, les maires des communes de VERN-SUR-SEICHE, NOUVOITOU, NOYAL-CHATILLON-SUR-SEICHE et SAINT-ERBLON, le commissaire enquêteur et Monsieur le Directeur Général de la SOCIETE SEVIA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au commissaire enquêteur suppléant.

Rennes, le

28 JUL. 2016

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,
Pour le Secrétaire Général, par intérim
le sous-préfet de Saint-Malo

François-Claude PLAISANT